

# LE TEMPS

---

marée noire Vendredi 11 juin 2010

## BP: Londres craint des sanctions trop lourdes

Par Eric Albert, Londres

**Les fonds de pension britanniques, qui subissent la chute en bourse de l'action du groupe pétrolier redoutent que le versement du dividende ne soit suspendu. David Cameron en parlera à Barack Obama ce week-end**

L'affaire BP commence à devenir une affaire politico-économique entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Face à la rhétorique très dure de Barack Obama contre la compagnie pétrolière britannique, responsable de la marée noire dans le golfe du Mexique, les hommes politiques britanniques ont commencé à exprimer leur inquiétude.

Jeudi, David Cameron, le premier ministre, a annoncé qu'il va aborder le sujet lors d'une conversation téléphonique avec Barack Obama prévue ce week-end, même s'il dit comprendre la «frustration» du président américain. Boris Johnson, le maire de Londres, va plus loin: «Quand on considère l'énorme exposition des fonds de pension britannique à BP, cela commence à devenir une question d'inquiétude nationale.» Il ajoute que la marée noire est un «accident».

Du point de vue britannique, BP est l'une des entreprises préférées des fonds de pension. L'action pèse à elle seule [1,5%](#) des 800 milliards de livres de fortune gérés par les caisses de retraite britannique, soit 12 milliards (20 milliards de francs), selon la National Association of Pension Funds. Ceux-ci étaient jusqu'à présent attirés par cette entreprise qui versait un dividende régulier et quasiment certain. BP fournit environ 15% des dividendes touchés par les fonds de pension britanniques en provenance des entreprises du FTSE 100.

### Une facture jusqu'à 15 milliards de livres

Cela pourrait ne pas continuer. Le vice-ministre de la Justice américain a affirmé mercredi soir devant le Congrès qu'il envisageait d'agir en justice pour forcer BP à suspendre son dividende. Cette annonce, couplée à la fuite qui continue – malgré 15000 barils désormais aspirés tous les jours – et à la nervosité générale des marchés, a provoqué une nouvelle chute en bourse: ce jeudi, l'action de BP a une nouvelle fois dévissé de plus de 10% dans la matinée, avant de clôturer en baisse de 6,6%. Depuis le début de la crise, le cours de BP a perdu près de la moitié de sa valeur.

L'entreprise pétrolière essaye de rassurer, soulignant ne «pas être au courant de la raison de la chute de l'action». Elle rappelle qu'elle demeure une entreprise solide, ayant réalisé 26 milliards de dollars de profits avant impôts en 2009. De plus, et c'est paradoxal, la marée noire «génère un cash flow additionnel significatif», dans la mesure où elle a fait augmenter le prix du baril de pétrole. Et pour l'instant, le coût de la réponse ne s'élève qu'à 1,43 milliard de dollars, même si la facture finale sera beaucoup plus élevée. Celle-ci est estimée à 15 milliards de francs par les analystes de la Société Générale, tandis que S & P Equity Research prévoit plutôt 10 milliards de francs.

L'incertitude demeure cependant. Selon Christine Tiscareno, analyste à S & P Equity Research, qui a abaissé sa recommandation sur l'entreprise ce jeudi d'achat à «conserver», le contrôle de la fuite de pétrole pourrait prendre environ six mois. D'un point de vue politique, c'est très long. Et il n'est pas

sûr que les pêcheurs du golfe du Mexique, qui ont perdu leur travail, laissent autant de temps à Barack Obama avant que ce dernier ne prenne de sévères sanctions. A sa disposition, un arsenal très large de mesures. La plus dure: supprimer les contrats de l'armée américaine avec BP, qui s'élèvent à 2 milliards de dollars par an.

**LE TEMPS** © 2009 **Le Temps SA**